

FACEBOOK MOBILISE LES

GRÉVISTES



CONTESTATION

La mobilisation de la fonction publique française s'est préparée, entre autres, sur Facebook.

Ce devrait être la plus forte mobilisation sociale depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy en 2007. Aujourd'hui, toute la France est en grève. La justice, l'éducation, l'enseignement, la recherche, les transports urbains, la SNCF, la Poste, l'audiovisuel... tous les secteurs de la fonction publique descendent dans les rues de l'Hexagone pour protester contre la politique du gouvernement français. Cette mobilisation sans précédent se prépare depuis des semaines sur Internet. Et en particulier sur Facebook.

Le réseau social est devenu le support No 1 des grévistes. De très nombreux groupes ont essaimé ces dernières semaines, enregistrant chaque jour un nombre exponentiel d'adhérents. Le groupe «1 million de personnes pour la grève générale» a été créé il y a deux semaines. Il comptait 9137 membres hier soir. «Facebook permet de mobiliser un maximum de personnes, car on peut toucher des gens qui ne se trouvent pas dans les canaux traditionnels de la mobilisation. Il ne s'agit plus de suivre le mot d'ordre de tel ou tel parti. Tout le monde a accès à l'information indépendamment de son appartenance politique ou syndicale», explique Benjamin Ball (24 ans), responsable du site et prospecteur de fonds pour des associations humanitaires.

DE QUOI ON PARLE?

■ **MANIFESTATIONS** Tous les syndicats ont appelé l'ensemble des salariés du public et du privé à une journée de grève générale aujourd'hui dans toute la France pour protester contre la politique de Nicolas Sarkozy.

Reporter à France 3, Carine Azzopardi a créé le groupe «Tous dans la rue le 29 janvier 2009!» il y a quelques semaines. Hier, il comptait plus de 7000 membres, le nombre d'adhérents augmentant d'heure en heure. «C'était pour rigoler au départ. Je voulais voir si la mayonnaise prenait. Je suis très étonnée de voir le nombre d'adhérents aujourd'hui. C'est hallucinant», raconte la journaliste, également militante syndicale à la CGT (Confédération générale du travail). Résultat, elle utilise cette plate-forme pour partager des informations auxquelles elle a accès.

«Il y a beaucoup de personnes qui sont seules dans leur coin et qui ne sont pas forcément au courant des aspects pratiques de la manifestation. Je leur indique les lieux de rendez-vous, les parcours des manifestants, etc.», explique Carine Azzopardi.

TSUNAMI SOCIAL?

Peut-on s'attendre à un «tsunami social» (expression utilisée par certains bloggeurs) propulsé par Facebook? Spécialiste des mouvements sociaux à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, Michel Wieviorka relativise. «On ne peut pas nier le rôle de ces nouveaux canaux de communications. On l'a vu durant la campagne de Barack Obama. Internet a été l'outil qui a permis de maintenir la mobilisation. Mais pour qu'elle se transforme en actions concrètes, il faut surtout qu'il y ait une véritable colère sociale. Et c'est ce à quoi on assiste aujourd'hui en France. Tous les secteurs publics se fédèrent, car ils sont dans le même combat contre les réformes du gouvernement actuel.»

Président du Parti socialiste suisse, Christian Levrat s'est inscrit sur Facebook en décembre dernier, bien après nombre de ses collègues du Parlement. «Je n'ai compris le vrai potentiel de ce site que récemment. Lundi, j'ai décidé pour la première fois d'utiliser Facebook comme instrument de mobilisation en créant un groupe qui s'appelle «Pas de bonus pour UBS». Depuis, plus de 2000 personnes se sont inscrites. Puis j'ai utilisé ce groupe pour appeler les gens à écrire à Hans-Rudolf Merz en leur proposant une lettre type. Ça fonctionne bien.»

EFFICACE

Avec les nouvelles technologies, la mobilisation des citoyens devient plus facile. La grève générale en France aujourd'hui en sera peut-être une démonstration éclatante.

Elly Tzogalis



INTERVIEW

Sami Coll, sociologue des nouvelles technologies à l'Université de Genève.

«FACEBOOK MET LA SPHÈRE PRIVÉE EN DANGER»

■ Facebook, est-il le nouveau support des mobilisations sociales? Il y a des chances pour que ce phénomène perdure. Mais nous avons peu de recul pour en tirer de véritables conclusions. Il est intéressant de noter qu'à la base cette plateforme n'a pas été conçue dans l'optique de devenir un outil de propagande politique. Facebook a été développé par des étudiants pour des étudiants dans l'idée de partager des photos, communiquer, faire des connaissances. On était plutôt dans un registre de «fun».



■ Et aujourd'hui? Les partis politiques, les hommes politiques se sentent obligés d'être sur Facebook pour faire campagne. On assiste à une réappropriation de l'outil dans différents registres.

■ Comment expliquez-vous cette récupération? La plate-forme Facebook est gratuite. Alors que si vous souhaitez faire un site Internet, vous devez trouver un programmeur, ce qui n'est pas forcément évident. Ensuite, il faut aussi trouver un hébergeur. Et ce n'est pas forcément gratuit à moins de le surcharger de publicité. Facebook est plus avantageux de ce point de vue, mais cette plate-forme comporte davantage de risques.

■ Des risques de quel ordre? Les informations se retrouvent centralisées sur un gros serveur, quelque part en Californie, dans la Silicon Valley. Les données sont traitables et analysables par les managers de Facebook. Alors qu'avant de nombreuses activités politiques restaient cantonnées à la sphère privée. On ne savait pas qui appartenait à quel groupe.

■ Mais quel est le problème? Les gens ont de la peine à imaginer les répercussions négatives que cela peut avoir. Mais il faut savoir que les personnes qui s'associent à ce type de groupe sur Facebook ou d'autres sites livrent leur identité. N'importe qui peut savoir qui fait partie de tel ou tel groupe. On assiste à une mise en danger de la sphère privée. En s'inscrivant sur un groupe, on s'ôte le droit d'avoir des opinions politiques ou de soutenir un mouvement sans que ce soit visible par tout le monde.

■ Quel est le danger, concrètement? Une personne en recherche d'emploi qui s'est affiliée à un groupe sur Facebook prend le risque de se fermer des portes professionnelles. Car il y a de fortes chances pour que son futur employeur recherche ce type d'information et décide de lui attribuer ou non le poste en question, en fonction de ces critères. On peut aussi imaginer le scénario suivant. Une manifestation dégenère, une instruction judiciaire est ouverte, le juge demande un extrait de la base de données de Facebook. Cette plate-forme permet de gagner en visibilité, c'est un avantage, mais aussi un désavantage. Car on est plus «surveillable», «contrôlable» et donc «attaquable».

LE DÉBAT DU «MATIN»
www.lematin.ch/debat
ou par SMS
(envoyez LM GREVE au 700 (20 ct./SMS))

UN APPEL À LA GRÈVE A-T-IL SA PLACE SUR FACEBOOK?

Chamusy/Sipa, DR, photomontage Le Matin